



## L'appui au développement d'un pastoralisme durable constitue une voie nécessaire de déploiement de la Grande Muraille Verte

*L'Initiative pour une Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel poursuit la vision d'une « Afrique verte, fertile et prospère, débarrassée de la famine, des images d'enfants malnutris et de cheptel famélique ». Pour atteindre cette vision, l'initiative souhaite remédier aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire et le développement socio-économique des populations rurales, en luttant contre la dégradation des ressources naturelles et en améliorant leurs modèles de gouvernance. Dans sa stratégie 2016-2020, l'IGMVSS se fixe comme objectifs de renforcer les systèmes de production agricoles et pastoraux, et de promouvoir les activités agro-sylvo-pastorales et socio-économiques aptes à la création de richesses et la satisfaction des besoins domestiques des populations.*

Le pastoralisme, mode d'exploitation des ressources naturelles emblématique des zones arides et semi-arides, est donc bien mentionné dans la stratégie de la GMV. Cependant, dans les actions qu'elle mène sur le terrain, les communautés pastorales restent insuffisamment prises en compte, et il n'y a que peu de projets qui les ciblent spécifiquement. Or, le pastoralisme est l'un des modes d'exploitation des ressources naturelles les plus adapté et résilient aux conditions climatiques dans les zones arides et semi-arides, constituant une activité socioculturelle et socio-économique importante et contribuant à l'équilibre des écosystèmes et paysages.

L'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) et le Réseau Sahel Désertification (ReSaD) se sont emparés de cette question, et organisent depuis 2017 des concertations entre acteurs de la société civile, collectivités locales et représentants de la Grande Muraille Verte pour améliorer la prise en compte du pastoralisme dans la lutte contre la désertification et l'Initiative Grande Muraille Verte.

### **Le pastoralisme doit être une voie de développement dans les zones arides appuyée par les projets de la Grande Muraille Verte !**



Aujourd'hui, les modes de production des communautés pastorales, qui reposent sur la mobilité de leurs troupeaux à la recherche des ressources en pâturage et en eau, sont menacés du fait de la dégradation de ces ressources et du grignotage des espaces pastoraux (remontée du front agricole). **La Grande Muraille Verte est une opportunité pour soutenir les communautés pastorales sur le terrain.** Elle doit contribuer à restaurer et sécuriser les zones pastorales (enclaves, couloirs, etc...), mettre en place des infrastructures (hydriques, marchés...) et soutenir des modes de gouvernance durables de ces ressources, ce qui permettra d'améliorer les modes de vies des communautés pastorales et d'assurer une gestion durable des ressources naturelles dans les zones arides.

La séparation des enjeux liés à l'environnement, à l'agriculture et à l'élevage dans les politiques publiques, les projets ou les textes de loi, ne permet pas un accompagnement optimal des situations conflictuelles dans les territoires. La GMV dépend des ministères en charge de l'environnement, alors que ses objectifs dépassent largement ce cadre sectoriel. Le pastoralisme quant à lui dépend des ministères de l'élevage. **La Grande Muraille Verte doit défendre un décloisonnement des politiques publiques et faciliter ainsi la prise en compte du pastoralisme au niveau national sur les secteurs de l'environnement et de l'élevage, articulés au secteur agricole.**

Le pastoralisme transfrontalier met en exergue les enjeux liés au dépassement des frontières et à la bonne articulation entre les Etats. Il n'a pas attendu la GMV pour avoir une approche territoriale au-delà des frontières, au Sud comme au Nord du Sahara, visant à valoriser des territoires arides, menacés par la désertification. Mais les difficultés rencontrées sur le terrain entre les arrangements locaux et les échelles nationales et régionales sont une réalité. **En tant qu'Initiative régionale, la GMV doit initier des projets transfrontaliers et porter les messages permettant de déployer un cadre à l'échelle régionale facilitant le développement du pastoralisme transfrontalier.**

Ces recommandations sont issues des ateliers régionaux d'échanges d'expériences sur le pastoralisme transfrontalier, organisés par le ReSaD à Nouakchott en décembre 2017 et à Niamey en mars 2018, et de l'atelier national organisé en France par le GTD en décembre 2018. L'ancrage local et le degré d'expertise des organisations qui y ont contribué leur confèrent une pleine légitimité.

#### Organisations signataires :

**Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF - Sénégal), Association Aharog (Niger), Association Citoyenne pour la Défense des droits des enfants et de femmes (ACIDEF - Mali), Association Danaya (France - Mali), Association de Formation et d'Appui au Développement (AFAD - Mali), Association Noode Nooto (A2N - Burkina Faso), Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN - Niger), Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI - France), Comité National de Coordination des ONG sur la Désertification (CNCOD - Niger), Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS - Burkina Faso), Enda Énergie, Environnement et Développement (Sénégal), Fédération Nationale des Éleveurs du Niger (FNEN Daddo - Niger), Groupe de Coordination des Zones Arides (GCOZA - Mali), LEAD (Tchad), Secrétariat Permanent des ONG (SPONG - Burkina Faso)**



Le ReSaD est un réseau coordonné par le CARI





Le ReSaD est un réseau  
coordonné par le CARI

